



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE AIZENAY

Arrêté temporaire n°2023-183ACT  
Portant réglementation de la circulation

VC 237 DE ST JOSEPH - STELE LA BRIONNIERE -  
et ANCIEN CHEMIN DE BEAULIEU

Monsieur ROY Franck, Le Maire de la commune d'Aizenay,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**Considérant que la cérémonie commémorative du parachutage de la Brionnière rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 11/08/2023 LA BRIONNIERE**

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le 11/08/2023, de 8 heures à 16 heures la circulation des véhicules est interdite VC 237 DE ST JOSEPH STELE DE LA BRIONNIERE (Aizenay) et ANCIEN CHEMIN DE BEAULIEU. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement et véhicules de secours.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

**Article 3**

Le Directeur Général des Services et Le Responsable de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aizenay, le 07/08/2023

**Franck ROY**  
Le Maire de la commune d'Aizenay



**DIFFUSION**

- COMMUNE D AIZENAY
- Le Responsable de la Police Municipale
- Services Techniques

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication*  
*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document*